

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.524

29 septembre 1997

(97-4033)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Prototypes de structures résistant au feu à bord des navires de haute mer
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 306/1995 (Evaluation, essai et inspection de prototypes de structures résistant au feu)
6.	Teneur: Cet avis énonce des règles relatives à l'évaluation, à l'essai et à l'inspection de prototypes de structures résistant au feu (par exemple cloisons, ponts et portes de classe A, panneaux de lambrissage et plafonds de classe B et fenêtres, canalisations, panneaux pare-feu et conduits de câblage pour cloisons et ponts de classe A). Ces règles mettent en oeuvre la résolution A.754(18) de l'OMI. L'avis notifié renferme aussi des dispositions additionnelles de portée nationale. Le gouvernement néerlandais estime que le projet de texte visé au point 5 peut renfermer des règlements techniques au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Liste indicative des règlements techniques: article premier. La teneur de cet avis est conforme aux dispositions de l'Avis à l'industrie de la pêche hauturière n° 72/1995.

7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés pour des raisons de protection de la sécurité publique ainsi que de la vie et de la santé des personnes. L'article 3 renferme une clause de reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont à des prescriptions équivalentes fixées dans le pays d'origine.
8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none"><li>- Décret de 1965 sur les navires</li><li>- Résolution A.754(18) de l'OMI</li><li>- Note explicative originelle</li></ul>
9.	Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997  Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: